



## DECLARATION LIMINAIRE CTA DU 08/12/2020

### **Toujours plus de mépris pour l'éducation et la jeunesse de Mayotte !**

Comment peut-on imaginer un Etat avec la complicité d'élus locaux incapable de gérer un territoire de 376 km<sup>2</sup> ? Comment peut-on imaginer la 6 ou 7<sup>ème</sup> économie mondiale être incapable de faire respecter les valeurs et les lois de la république ? Les événements de ces derniers mois attestent d'un manque de réponses concrètes pour faire face aux crises auxquelles nous faisons face à Mayotte.

Pourtant, des réponses existent pour faire face à cette descente aux enfers que connaît le département.

Nous avons besoins de plus de service public et d'état, plus de laïcité. L'école, fragilisée, ne peut plus faire face aux défaillances de ce système. Pour faire faces aux violences, vous faites le choix de la précarité et du rejet des autres.

Pour améliorer les conditions de vie et de transport à Mayotte, vous faites le choix des bus et du béton. Pour protéger l'écosystème de cette île, vous faites le choix de fermer les yeux sur la dégradation rapide de notre environnement !

Pourquoi ne pas faire le choix pour nos élèves d'un transport écologique comme le tramway avec la création de centaine d'emplois et ainsi l'amélioration de la vie de plusieurs milliers d'élèves ?

Pourquoi ne pas faire le choix de constructions scolaires accueillantes et adaptées à dimension humaine ?

Pourquoi ne pas transformer les milliers d'emplois précaires du Rectorat en emplois stables statutaires ?

La CGT Educ 'action dénonce ces choix politiques qui détruisent les perspectives d'avenir de milliers de jeunes.

Vous fragilisez notre système éducatif, vous parlez de l'école de la confiance. Comment faire confiance, lorsqu'après des mois de violence à Dzoumogné, la seule réponse serait quatre emplois précaires ? Comment faire confiance, lorsque vous sanctionnez financièrement les collègues qui doivent subir une opération ou recevoir un traitement pour une maladie grave comme un cancer dans un autre département ? Comment faire confiance, lorsque vous pénalisez des collègues en congés maternité en n'acceptant pas la subrogation ? Comment faire confiance, lorsque le président de la république promet le versement d'une indemnité pour les néo-titulaires et deux ans après toujours rien ? Comment faire confiance, lorsque vous refusez les propositions des personnels d'un accueil des élèves en demi-groupes pour la sécurité de tous dans un contexte de crise sanitaire ? Comment faire confiance, lorsque depuis 2015 le salaire des AED et d'autres précaires est toujours inférieur au SMIC national ?

En ce début du mois de décembre, les personnels sont donc épuisés et ils n'ont cessé de faire part de leur mal-être grandissant face à la violence et au manque de moyens et de considération.

Pendant ce temps-là, tandis que les personnels de l'éducation se débattent comme ils peuvent au quotidien pour assurer tant bien que mal leurs missions, Jean-Michel Blanquer occupe une fois encore la scène médiatique et nous propose un Grenelle de l'Education où revalorisation rime avec tâches supplémentaires pour les enseignants...La déconnexion entre ces deux mondes est donc totale et la rupture est bel et bien consommée. Si les membres du 110 rue de Grenelle semblent totalement hors-sol, la colère – froide – du monde enseignant, est, elle, bien réelle.

C'est pourquoi, la CGT Educ'action dénonce une absence totale de soutien du Ministère malgré une rentrée extrêmement difficile dans nombre d'établissements et revendique un véritable plan d'urgence pour l'éducation à Mayotte. Plus que jamais, nous ne lâcherons rien.

Bruno DEZILE pour la CGT Educ'action